

Covid-19 : une catastrophe industrielle

Jean-Paul Deléage et Jacques Luzi

La Covid-19 n'est pas issue de la génération spontanée. Elle n'est pas un fléau de Dieu. Ni l'instrument d'un complot. Ni, comme le prétend Luc Ferry, la confirmation que « la nature est notre ennemie¹ ». Non plus qu'un simple incident de parcours dans le fleuve faussement tranquille des sociétés industrielles. La Covid-19 est l'un des contre-effets normaux et prévisibles de leur expansion sans frein.

LES CAUSES PREMIÈRES DES PANDÉMIES MODERNES

L'histoire des coronavirus n'a pas débuté au cours de l'hiver dernier. Leur provenance et leurs retombées sanitaires avaient déjà fait l'objet d'études et d'analyses, qui laissaient entrevoir l'émergence de pandémies meurtrières². Bien que les modalités de sa transmission à l'humain n'aient pas été précisément identifiées, le SARS-CoV-2, comme le VIH (pandémie, depuis 1981) et les virus Nipah (Malaisie, 1998), Marburg (Congo, 2000), SRAS-CoV (pandémie, 2002-2004), Zika (de la Polynésie au Brésil, depuis 2007) ou Ebola (Afrique de l'Ouest, 2014-2015), est le résultat d'une zoonose. Les zoonoses proviennent de l'anthropisation galopante des milieux sauvages qui, grâce aux avancées de la déforestation, accompagnent aussi bien l'extension de l'agriculture industrielle et de l'industrie minière, que le changement climatique et l'effondrement de la biodiversité. Rappelons que certaines firmes européennes, soutenues politiquement et liées à l'agro-business (BNP-Paribas, ADM, Bunge, Cargill, Louis Dreyfus), participent à la déforestation illégale en Amazonie ; et que l'« Amazonie est un réservoir à virus³ ».

-
1. Cité par A. Comte-Sponville, « Coronavirus : gare aux mirages du “monde d'après” ! », *Challenge*, 6 juin 2020.
 2. Par exemple, D. Quammen, « Where Will the Next Pandemic Come from? And How Can We Stop It? », *Popular Science*, 15 octobre 2012 ; S. Shah, *Pandemic : Tracking Contagions, from Cholera to Ebola and Beyond*, Sarah Crichton Books, New York, 2016 ; S. Morand, *La prochaine peste*, Fayard, Paris, 2016.
 3. Science & Avenir avec AFP, « Près d'un quart des exportations brésiliennes vers l'UE sont issues de terres déboisées illégalement », *Science & Avenir*, 17 juillet 2020 ; et Libération avec AFP, « L'Amazonie est un réservoir à virus », dit un chercheur brésilien », *Libération*, 14 mai 2020.

Si des chauves-souris sont les porteurs sains du SARS-CoV-2, reste la question de l'animal hôte ayant servi d'intermédiaire jusqu'à son transfert à l'humain. L'une des hypothèses avancées concerne l'élevage porcin industriel, particulièrement développé à Wuhan. L'envergure prise par les élevages intensifs, en confinant un nombre important d'animaux génétiquement uniformes dans des espaces clos, en fait de véritables « bouillons de culture » : en témoigne, outre les épidémies de gripes aviaires, celle de la peste porcine qui, depuis 2018, aurait anéanti un quart du cheptel mondial. Les élevages industriels sont aussi le foyer idéal offert aux virus d'origine animale pour leur mutation en agents pathogènes affectant les humains, comme dans le cas du Nipah et du SRAS-CoV⁴.

Les zoonoses ne sont cependant pas l'unique provenance des pandémies qui pointent à l'horizon. Celles-ci pourraient découler d'une bio-erreur au sein des laboratoires P4 : chinois, français, états-uniens ou autres, tous travaillent indifféremment à la préparation de vaccins et d'armes bactériologiques innovantes, conformément à la course technologique préventive à laquelle se livrent les États industrialisés. Ainsi, en 2009, l'infectiologue Bruno Lina déclarait étudier, dans le P4 lyonnais, la « capacité [de H1N1] à se recombinaison sous des formes plus virulentes ». Alors que le microbiologiste Patrick Berche signalait, en 2014, que « des dizaines d'incidents et d'accidents » ont eu lieu dans ce type de laboratoires⁵.

Avec le changement climatique, d'autres pandémies pourraient voir le jour, au fur et à mesure que la fonte des glaces galvanisera les activités de forage dans le pergélisol et l'exploitation industrielle de ses ressources minières. En 2015, des chercheurs français ont découvert en Sibérie un virus géant, datant de 30 000 ans (soit trente mètres de profondeur). En 2016, toujours en Sibérie, des spores d'anthrax âgées de 70 ans se sont échappées du cadavre dégelé d'un renne, causant la mort d'un enfant. Ce qui n'empêche pas Poutine de promouvoir, sans précaution particulière et avec le probable renfort de technologies et de capitaux européens, l'exploitation industrielle de cette région (notamment de ses zones aurifères, gazières et pétrolifères)⁶.

4. « De nouvelles recherches suggèrent que l'élevage industriel, et non les marchés de produits frais, pourrait être à l'origine du Covid-19 », GRAIN, 1^{er} avril 2020, <grain.org>.

5. Pièces & Main d'œuvre, « Coronavirus : "Les géants du numérique n'ont qu'à se féliciter de la pandémie" », entretien, *Marianne*, 24 juin 2020.

6. B. Loumagne, « CO₂ et virus oubliés : le permafrost est "une boîte de Pandore" », *franceculture.fr*, 15 décembre 2018 ; et « Pergélisol : des virus infectieux pourraient être réactivés », *rfi.fr*, 21 février 2020. Et aussi : « Russie : Total étend son partenariat avec Novatek au travers du projet Arctic LNG 2 », 24 mai 2018, <www.total.com>.

LA COVID-19 : MONDIALISATION, PROPAGATION
ET IMPRÉPARATION

Les zoonoses existent au moins depuis le Néolithique. Les sources historiques indiquent que la transition du nomadisme à la sédentarité et de la chasse à l'élevage a provoqué, en même temps que les premières concentrations animales et humaines, « une véritable tempête épidémiologique » (choléra, variole, oreillons, rougeole, grippe, varicelle), ainsi que des mesures sanitaires cherchant à en limiter la diffusion⁷. Aujourd'hui, la propagation planétaire des virus est favorisée par les réseaux mondialisés des mouvements massifs de personnes (riches) et de marchandises, transformant les épidémies locales en pandémies potentiellement dramatiques, y compris pour des virus à faible létalité (comme l'est le SARS-CoV-2). La libéralisation du commerce mondial et ses contreparties financières sont les compléments indispensables à la décomposition internationale de la production industrielle, à l'accélération du cycle de valorisation du capital et à l'externalisation de ses coûts. De sorte que, comme le signale Rob Wallace, il n'existe plus d'agents pathogènes indépendants du capital, et leur diffusion, comme son accumulation, ne connaît pas de frontières⁸.

La médecine moderne, qui a permis l'élaboration de vaccins contre les virus « néolithiques », semble devenir toujours plus impuissante à contrebalancer la hausse de la fréquence et de l'ampleur des nouvelles épidémies virales. Et la situation promet de ne pas s'améliorer, les chercheurs du programme états-unien *Predict*, abandonné par l'administration Trump, ayant « identifié plus de neuf cents nouveaux virus liés à l'extension de l'empreinte humaine sur la planète, parmi lesquels des souches jusqu'alors inconnues de coronavirus comparables à celui du SRAS⁹ ». Cet accroissement est inhérent à la mondialisation du capital et à la civilisation urbaine et artificielle qu'elle ne cesse de développer. Cette civilisation est dépendante de l'agriculture industrielle et des systèmes technologiques (de production, de communication et de transport) dont l'industrie minière est le fondement incontournable. L'industrie minière, de surcroît, est l'assise matérielle de la pseudo-transition énergétique et numérique promise dans le cadre du capitalisme « immatériel ».

La pandémie de Covid-19 est l'une des conséquences les plus spectaculaires de cette civilisation. Contrairement aux catastrophes nucléaires

7. J. C. Scott, *Homo domesticus. Une histoire profonde des premiers États*, La Découverte, Paris, 2017, p. 110 et suiv.

8. R. Wallace, A. Liebman, L. F. Chaves et R. Wallace, « Covid-19 and Circuits of Capital », *The Monthly Review*, 1^{er} mai 2020.

9. S. Shah, « Contre les pandémies, l'écologie », *Le Monde diplomatique*, mars 2020.

(Tchernobyl, Fukushima) ou aux premières retombées du changement climatique, cette crise a également frappé de plein fouet les États occidentaux dominants. Elle en a montré le caractère profondément inégalitaire. Et a souligné l'impéritie des technocraties qui les gouvernent : tous les États étaient informés et leur impréparation relève autant de la négligence que de la faute politique et humaine. En France, conformément aux recommandations faites par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à partir de 2000, l'État s'était d'abord engagé dans la stratégie de la préparation, visant à anticiper l'irruption, imprévisible mais certaine, de nouveaux virus, ainsi que leurs conséquences sanitaires, sociales et économiques, par la constitution de stocks de médicaments et de matériels. Mais, à partir de 2012, « année après année, la démobilisation et les coupes budgétaires vont réduire à presque rien ces dispositifs de préparation, dans une indifférence politique totale¹⁰ ».

LE MONDE D'APRÈS : INSTRUMENTALISATION DE LA CRISE
OU MUTATION SOCIO-ÉCOLOGIQUE ?

Pris de court par l'irruption de la Covid-19, multipliant les hésitations et les bévues, nos gouvernants ont alors systématisé le recours à la Science afin de masquer leur incapacité à prendre et assumer leurs responsabilités. Or, la science médicale est par essence sujette à des controverses et des incertitudes, si bien que « le pilier est devenu béquille » et que la parole publique a proliféré au rythme même des contradictions participant d'un gouvernement par la peur des populations. Conséquence : « La communication, dont vit la classe politique, [...] a tué la politique¹¹. »

Les ambiguïtés de la gestion sanitaire s'effacent pourtant devant la volonté clairement affirmée, dans le plan de relance récemment annoncé par l'exécutif, de redynamiser la machine industrielle conformément au « monde d'avant ». « C'est globalement ce qu'on avait demandé¹² », commente d'ailleurs brièvement Geoffroy Roux de Bézieux, patron du Medef. Déjà, le projet de loi de finances rectificative, discuté à l'Assemblée nationale avant le départ du gouvernement Philippe, avait « méthodiquement écarté toutes les mesures qui auraient pu permettre un “virage” écologique et social¹³ » ; l'enjeu était de taille puisque pour affronter la récession,

10. F. Bonnet, « Gérer le Covid-19 : pourquoi l'État et l'exécutif ont tout oublié », *Médiapart*, 3 avril 2020.

11. R. Debray, « Le dire et le faire », entretien, *Marianne*, 13 avril 2020.

12. Cité dans B. Amable, « Macron relance comme au poker », *Libération*, 7 septembre 2020.

13. G. d'Allens, « Loi de finances : Macron discours sur l'écologie, ses députés la démolissent », *Reporterre*, 6 juillet 2020.

le gouvernement prévoyait d'injecter dans l'économie 18 % du PIB, de quoi modeler largement le monde d'après. Comme le souligne Clément Sénéchal, porte-parole de Greenpeace : « Le monde d'avant siège toujours dans l'hémicycle », indifférent à la trajectoire climatique des prochaines années¹⁴.

En outre, les sujets humains, à l'instar de la question écologique, sont absents du plan de relance de 460 milliards d'euros, à savoir : la nourriture, le logement et la reconversion de celles et ceux qui vont perdre leur emploi. Selon Arnaud Montebourg, il s'agit d'un « plan de non-relance », sous-calibré par rapport à la perte de 267 milliards en 2020 et au risque de subir la disparition de 2 millions d'emplois consécutivement au coronavirus. Pour lui, une réponse adéquate à la crise aurait dû outrepasser le respect d'un certain nombre de règles européennes, en particulier celles de la commande publique ; il propose également de conditionner la suppression des impôts de production à la relocalisation des activités directes ou sous-traitées des entreprises. Il suggère trois pistes pour répondre à la situation sociale : « ouverture d'écoles d'urgence dans les secteurs d'avenir », « rachat de certains hôtels en difficulté pour les transformer en logements », « instauration de tickets alimentaires ciblant l'agriculture biologique¹⁵ ».

Si de tels choix politiques sont sans doute nécessaires pour orienter un avenir politique au niveau de l'État, ils se limitent à « soigner les symptômes plutôt que de s'attaquer aux causes¹⁶ ». Du passé, nous pouvons retenir deux leçons. La première est que plus les crises durent, plus le retour à la situation antérieure est improbable. La seconde, rappelée par Catherine et Raphaël Larrère, est que les diverses initiatives, d'où se dégagent les différents futurs possibles, se situent au niveau local. Pour échapper à la sidération provoquée par la crise de la Covid-19, « il nous faut retrouver confiance dans notre capacité d'agir » et, à cette fin, « nous dépendre du point de vue exclusivement global qui ne met en avant que notre impuissance¹⁷ ».

Face à la situation actuelle, le pire n'est cependant pas exclu. De crise en crise et de « stratégie du choc » en « stratégie du choc », il pourrait prendre la forme « d'un avenir dans lequel, pour les privilégiés, tout ou presque est livré à domicile, soit virtuellement grâce au cloud et au streaming,

14. « Le gouvernement campe fermement sur une ligne anti-climat », entretien avec Clément Sénéchal, *Reporterre*, 24 juillet 2020.

15. A. Montebourg, « Mon plan de relance », entretien, *Marianne*, 9 septembre 2020.

16. S. Morand, *L'homme, la faune sauvage et la peste*, Fayard, Paris, 2020, cité par J.-L. Porquet, « La fable du cochon et de la chauvre-souris », *Le Canard enchaîné*, 16 septembre 2020.

17. C. et R. Larrère, *Le pire n'est pas certain. Essai sur l'aveuglement catastrophiste*, Premier Parallèle, Paris, 2020, p. 173.

soit physiquement grâce aux véhicules autonomes et aux drones, puis “partagé” par écran interposé sur un réseau social. [...] C’est un avenir qui prétend fonctionner grâce à l’“intelligence artificielle”, mais qui tient en réalité grâce aux dizaines de millions d’employés anonymes qui triment à l’abri des regards dans les entrepôts, les centres de traitement de données, les plateformes de modération de contenus, les usines d’électronique, les mines de lithium, les exploitations agricoles géantes, les entreprises de transformation de viande, et les prisons, vulnérables à la maladie et à la surexploitation. C’est un avenir dans lequel nos moindres faits et gestes, nos moindres paroles, nos moindres interactions avec les autres sont géolocalisables, traçables et analysables grâce à une collaboration sans précédent entre l’État et les géants du numérique¹⁸ ».

Mais l’avenir pourrait aussi bien être celui de l’émergence d’un nouveau modèle de société fondé sur la complémentarité entre éducation, formation, santé et culture, qui répondrait à la demande de solidarité entre humains et aux exigences d’une mutation écologique vers une société vivable pour toutes et tous.

18. N. Klein, « Screen New Deal », *The Intercept*, 8 mai 2020, trad. fr : « Ne laissons pas les géants du Web prendre le contrôle de nos vies ! », *Courrier international*, hors-série, juillet-août 2020, p. 46.